

Livre blanc

QUELLE PROFESSION JURIDIQUE CHOISIR?



VIALEGIS
LEGAL STAFFING SOLUTIONS

LARCIER
INTERSENTIA

Quelle profession juridique choisir?	3
Avocat	5
Juriste d'entreprise	8
Legal consultant	11
Notaire	13
Huissier de justice	16
Legal Interim Manager	18
Magistrat	21

Le droit régit presque tous les aspects de notre société et il est dès lors difficile de l'exclure dans notre vie de tous les jours. Il constitue un ensemble de règles contraignantes qui organise l'activité humaine dans la société. Consciemment ou non. Il est de la compétence du pouvoir législatif de créer et d'adapter ces règles de droit. Le contrôle de l'application de ces règles de droit relève des cours et tribunaux (le pouvoir judiciaire), où les juges et les conseillers se prononcent sur le respect des règles de droit. Les principales sources de droit sont la jurisprudence, la législation, la doctrine, les conventions et les principes généraux de droit.

De par l'influence anglo-saxonne, notre monde devient de plus en plus juridique. On le constate dans le monde économique, où les contrats sont de plus en plus complexes et longs. Comme dans la société au sens large, où nous sommes tous confrontés aux aspects ou conséquences juridiques d'un certain nombre de choses (tout ce qui touche à la vie privée, par exemple). La médiatisation de grands procès et d'avocats célèbres y a certainement également contribué.

Cette judiciarisation permet aux professions juridiques de continuer à jouer un rôle conséquent dans la société. La popularité des filières d'études en droit, comme celle des métiers du domaine juridique, reste très importante. Même dans le contexte sanitaire actuel, on garde l'image du juriste qui déborde de travail, dans les bons comme dans les mauvais jours.

Parmi les diplômés en droit, plus de la moitié choisit d'entamer sa carrière comme avocat stagiaire. Ce métier passionnant est perçu comme une excellente école qui permet ensuite d'évoluer vers d'autres métiers (juridiques). Il est loin le temps où l'on voulait faire toute sa carrière comme avocat. On observe de grandes différences entre avocats et cabinets d'avocats, et même parmi les cabinets d'avocats entre eux. C'est une segmentation qui s'est encore accélérée ces dernières années.

Les diplômés qui ne s'orientent pas vers le métier d'avocat, choisissent plutôt un poste de juriste dans une entreprise. Au delà d'un certain chiffre d'affaires, les sociétés préfèrent souvent engager un juriste (entre autres pour des raisons financières) plutôt que de faire systématiquement appel à des avocats externes. D'une société à l'autre, des différences notables existent. Si vous prenez la PME locale qui est principalement active sur le marché belge, la société en croissance qui s'ouvre à l'international, ou la multinationale active dans des dizaines de pays. Du type d'entreprise dépendra le profil du juriste recherché, les qualités exigées et le salaire.

Les autres métiers juridiques "traditionnels" continuent également d'attirer les juristes diplômés : notaire, huissier de justice, parquet, magistrature, institutions ou pouvoirs publics, professeur, chercheur, doctorant.

Parallèlement, de nouveaux métiers sont apparus dans le monde juridique : le "Legal Interim Manager", lancé en son temps sur le marché belge par Vialegis, qui répond à des besoins juridiques temporaires ; le "compliance manager", qui est plutôt recherché dans les institutions financières ; les "paralegals" (souvent des bacheliers en droit), très prisés, tant par les bureaux d'avocats que par les entreprises.

De nombreuses options professionnelles s'offrent à l'expert juridique. Vialegis est un bureau de recrutement créé par et pour des juristes. Nous sommes évidemment très proches des professionnels du monde juridique. Par conséquent, nous avons une vue très claire de ces différentes options. Nous mettons un point d'honneur à échanger ces connaissances avec celles et ceux qui sont face à des choix dans leur carrière, ou qui sont au tout début de leur carrière, ou encore qui réfléchissent à un éventuel changement de carrière. Nous nous concentrons principalement sur le placement d'avocats, de juristes d'entreprise, de legal consultants, de collaborateurs notariaux, de Legal Interim Managers et de paraprofessionnels. Nous sommes moins au fait des métiers juridiques dans le secteur public et le milieu académique. C'est pourquoi ce livre blanc va surtout s'attacher aux métiers qui font l'objet de notre spécialisation. Avec l'aide de notre réseau, nous aborderons également la magistrature à la fin de ce livre blanc.

Le monde juridique est encore souvent perçu comme très traditionnel. Il n'échappe pourtant pas aux nombreuses évolutions, notamment technologiques, de notre société. La technologie offre aux acteurs du monde juridique de nombreuses opportunités, mais elle entraîne aussi de nombreux défis. On s'attend à ce que la "Legal Technology" joue un rôle de plus en plus important. L'intelligence artificielle et même la robotisation vont petit à petit reprendre les tâches juridiques plus simples. Les contrats seront préparés par la machine et finalisés par l'Homme. Cela signifie que les juristes devront disposer d'autres qualités et compétences. Par exemple, les bureaux d'avocats devront réinventer leur modèle et leur manière de travailler s'ils veulent survivre.

Des défis importants mais aussi passionnants attendent les nouveaux juristes.

Nous leur souhaitons déjà beaucoup de succès dans leurs premiers pas dans la vie professionnelle.

Chaleureusement,

Philippe Jadoul

CEO, Vialegis

Le barreau reste la piste préférée de nombreux jeunes diplômés en droit pour entamer leur carrière. Plus de 50% d'entre eux choisissent de s'inscrire comme avocat-stagiaire au barreau. Le barreau est également vu comme une très bonne école et une rampe de lancement vers une carrière ultérieure. Mais être avocat, ce n'est pas une seule et même profession, il y a de nombreuses différences entre avocats (et cabinets d'avocat).



En quoi consiste le métier d'avocat?

Quand on entend le mot "avocat", on a directement l'image classique d'un homme ou une femme en toge face à la Cour. Un avocat fait en réalité beaucoup plus de choses que plaider. Un avocat est aussi un mandataire, il conseille des clients sur l'interprétation et l'application du droit. Il rédige et négocie toutes sortes de contrats et de documents pour ses clients et intervient aussi, au besoin, comme médiateur.

Il y a de grandes disparités entre avocats et entre cabinets d'avocats. A un extrême du tableau, vous avez les gros cabinets d'avocats internationaux avec des dizaines de stagiaires et de collaborateurs, organisés comme de véritables entreprises, aux rémunérations généreuses et aux longues journées de travail, bureaux subdivisés en départements où chacun y exerce sa spécialisation. A l'autre extrême, on trouve ce que l'on appelle les "solo practitioners": ancrage local souvent, clientèle large, vaste palette d'offres de services. Entre les deux extrêmes, des cabinets de taille moyenne qui cherchent (et souvent trouvent) leur

chemin dans ce paysage juridique changeant. La profession d'avocat varie énormément en fonction de la spécialisation de celui-ci, du type de cabinet où il atterrit ou de la clientèle qu'il sert. L'avocat dont la clientèle est majoritairement constituée de particuliers va passer la majorité de son temps à plaider. Il en est tout autrement pour l'avocat d'entreprise ou l'avocat d'affaires. L'accent y est davantage mis sur le conseil, la rédaction et la négociation de tous types de contrats ou documents pour que les entreprises soient en conformité avec ce dédale sans cesse plus complexe qu'est la législation.

En Belgique, tous les avocats sont indépendants. Les règles déontologiques auxquelles sont soumis les avocats stipulent qu'ils doivent être indépendants. Dès lors, les avocats en Belgique ne peuvent pas exercer leur métier sous un statut d'employé, tant qu'ils sont inscrits au barreau. Le statut d'indépendant entraîne des droits et des devoirs: l'affiliation à une caisse d'assurances sociales pour indépendants, le paiement de cotisations sociales tous les trimestres. Il doit également payer ses impôts sur son revenu net imposable, après déduction des charges professionnelles. En outre, contrairement à un employé, il n'a pas droit à des congés payés.



Sur quels domaines de droit l'accent est-il mis ? Quelles spécialisations existent ?

On fait souvent la différence entre les "généralistes", qui couvrent un spectre de matières très large, et les "spécialistes", qui se concentrent sur un ou deux domaines spécifiques du droit. Il existe une grande différence entre les avocats qui travaillent particulièrement avec les particuliers et ce qu'on appelle les avocats d'affaires, qui travaillent principalement pour les entreprises. Dans le premier groupe, les domaines de droit que l'on retrouve le plus sont : droit de la famille, droit de la responsabilité, roulage, droit civil et droit des consommateurs. Les principales spécialisations des avocats d'affaires sont : droit des entreprises, droit commercial, droit des sociétés, droit fiscal, droit financier, droit immobilier, droit du travail, droit sur la propriété intellectuelle, etc. Ces dernières années, le droit au respect de la vie privée a aussi gagné en importance.



Quelles compétences sont importantes pour un avocat ?

En plus des compétences générales qui sont importantes pour tous les avocats, comme pouvoir bien parler et écrire, les autres compétences nécessaires dépendent de la spécialisation dans laquelle ils travaillent ou du type de bureau où ils se trouvent. Dans un grand bureau, la connaissance des langues sera importante (une expérience internationale de type Erasmus sera un plus), de même

que la compréhension des principes économiques, l'art de travailler en profondeur et avec précision, la volonté et la disponibilité de faire de longues journées. Dans les petits bureaux, la polyvalence est importante, la dimension psychologique, tout comme l'art d'attirer de nouveaux clients lorsqu'on veut fonder son propre cabinet.



Y a-t-il des formations/ examens/diplômes complémentaires recommandés ?

Un avocat-stagiaire suit un stage de 3 ans pour être inscrit au barreau. Il doit ensuite réussir l'examen du barreau pour obtenir le certificat d'aptitude. L'obligation de suivre le stage n'empêche pas de pouvoir déjà exercer le métier d'avocat-stagiaire, et à quelques exceptions près, d'avoir les mêmes droits que les autres avocats. Le stage du barreau reste une très bonne école pour les jeunes diplômés. Il permet de constituer une bonne connaissance de base, d'apprendre à raisonner de manière technico-juridique, à travailler en profondeur, à gérer les clients. C'est dès lors une très bonne base permettant d'évoluer ultérieurement vers d'autres métiers juridiques.



Quelles sont les étapes possibles dans le parcours professionnel d'un avocat ?

On commence sa carrière d'avocat comme stagiaire. Après, le trajet professionnel variera en fonction du bureau dans lequel on va se retrouver. En tant qu'avocat dans un grand cabinet

Avocat



Remarque-t-on certaines tendances dans le métier ? A-t-il changé ces dernières années ? Quel est son avenir ?

international, on a souvent une structure hiérarchique claire dans laquelle l'on peut progresser. On nomme souvent les différentes fonctions au sein de ces cabinets par des termes anglais : (junior, senior) associates, managing associates, counsels et partners. Chaque étape de carrière étant liée à des responsabilités complémentaires. En général, devenir partner est conditionné aux capacités technico-juridique et aux soft skills, mais aussi à la capacité d'attirer de la nouvelle clientèle. Devenir partner dans ce genre de structure est de moins en moins évident et est seulement réservé aux "lucky few".

Le trajet de carrière au sein d'un bureau plus petit ou plus local est moins dépendant d'une structure aussi rigide. L'on fait la différence entre collaborateurs, partners ou associés, mais les étapes à suivre sont moins structurées ou rigides.

Le barreau est considéré comme un métier assez traditionnel. Malgré tout, cette profession évolue. Dans les grands cabinets d'avocats, c'est devenu très compliqué de devenir partner. Ce qui fait que de plus en plus d'avocats montent leur propre cabinet de "niche".

En outre, il y a une tendance claire à la spécialisation dans le métier d'avocat. Surtout chez les avocats d'affaires. Chez les solo practitioners, on reste principalement généraliste.

Clairement, le métier d'avocat n'échappe pas à la tendance à la digitalisation. On peut s'attendre, les prochaines années, à ce que des évolutions comme l'intelligence artificielle et la robotisation redessinent complètement le paysage juridique. Pour les cabinets d'avocats, dont le business model est encore traditionnel et sans grandes innovations, ces évolutions constituent un grand défi.

Juriste d'entreprise

JURISTE D'ENTREPRISE

Les départements juridiques existants au sein des entreprises sont de plus en plus grands, tandis que les PME font de plus en plus appel à un seul juriste. C'est un métier en croissance qui a gagné en importance et en intérêt.



En quoi consiste le métier de juriste d'entreprise ?

Là où l'avocat travaille pour de nombreux clients, le juriste d'entreprise ne travaille que pour un client : la société qui l'emploie. Le juriste d'entreprise assiste la société dans toutes les circonstances auxquelles est lié un aspect juridique. Cela revient souvent à conseiller les différentes business units d'une société sur la manière de gérer leurs activités dans le cadre de la réglementation existante. Le juriste d'entreprise travaille dès lors en étroite collaboration avec d'autres personnes au sein de la société, du CEO et CFO aux équipes de production et à la R&D, en passant par les commerciaux. La révision, négociation, rédaction de contrats, font partie des tâches du juriste d'entreprise. En outre, le juriste d'entreprise coordonne les travaux qui sont outsourcés vers des avocats.

Le contenu de la fonction et la manière de travailler dépend du secteur dans lequel la société est active, ainsi que sa taille, et le caractère international ou non de l'entreprise.

Le juriste d'entreprise solo ou le "Head of Legal" (le directeur juridique) rapporte généralement au CFO ou CEO, exceptionnellement au CRO.

Un juriste d'entreprise est engagé comme employé. Comme le juriste d'entreprise dispose d'une assez grande liberté quant à la répartition et l'organisation de son travail, il arrive que ce soit sous le statut d'indépendant qu'il commence à travailler pour l'entreprise.



Sur quels domaines de droit l'accent est-il mis ? Quelles spécialisations existent ?

Auprès d'une petite entreprise, ou d'une entreprise locale, où l'on retrouve souvent un seul juriste (juriste solo), l'accent sera davantage mis sur les contrats commerciaux, le droit du travail, le règlement des litiges (litigation). Quant aux multinationales qui disposent souvent d'une équipe de juristes d'entreprise, le juriste jouera un rôle interne, s'occupera de négociations et fera régulièrement appel à des avocats locaux pour l'assister. Pour des sociétés actives dans le pharma, l'ICT ou les nouvelles technologies, l'IT et l'IP seront des matières importantes.

Juriste d'entreprise



Quelles compétences sont importantes pour un avocat ?

Il va de soi qu'un juriste d'entreprise doit disposer d'une bonne connaissance juridique. En outre, il/elle doit surtout être pragmatique, pouvoir évaluer les risques et prendre des décisions. Et c'est là que son métier diffère de celui d'un avocat, principalement. Être capable de traduire une solution qui est juridiquement correcte et complète à 100% en une solution pragmatique et opérationnelle, évaluer les risques et oser prendre des décisions en fonction. Un bon juriste d'entreprise doit être aussi un bon communicant (en interne comme en externe) et un adroit négociateur.

Dans les multinationales, la connaissance des langues est importante, tout comme la sensibilité aux autres cultures et leurs us et coutumes. Une vaste connaissance juridique est essentielle, surtout auprès des juristes solo.

Le juriste d'entreprise est plus qu'un simple conseiller. Il doit être aussi proactif et disposer d'un bon sens stratégique. En ces périodes où les solutions technologiques et digitales prennent de plus en plus de place, une bonne connaissance en legal technology et une bonne maîtrise des 'legal tech tools' disponibles sur le marché est de plus en plus importante.



Y a-t-il des formations/examens/diplômes complémentaires recommandés ?

Les entreprises préfèrent recruter des juristes qui ont déjà une première expérience professionnelle. Les avocats qui ont une expérience de 3 à 5 ans sont très prisés.

Des diplômes complémentaires et/ou une expérience internationale sont appréciés. L'association professionnelle des juristes d'entreprise, dénommée "Institut des juristes d'entreprise", organise également des formations complémentaires.



Quelles sont les étapes possibles dans le parcours professionnel d'un juriste d'entreprise ?

Dans les sociétés plus importantes disposant d'une équipe de juristes d'entreprise, un juriste d'entreprise peut régulièrement grimper dans la hiérarchie pour atteindre le poste de team leader ou de responsable (Head of Legal). Un juriste solo a, lui, moins de possibilités de progresser, sauf si la société engage ensuite d'autres juristes et qu'il peut ensuite gérer cette équipe.

Il arrive que les juristes d'entreprise évoluent vers d'autres fonctions ou départements au sein de l'entreprise, comme le département financier ou celui des ressources humaines (RH).

Juriste d'entreprise



*Remarque-t-on certaines tendances dans le métier ?
A-t-il changé ces dernières années ? Quel est son avenir ?*

Dans un monde sans cesse plus juridique, les sociétés sont de plus en plus confrontées à des questions juridiques. Elles ressentent davantage le besoin d'avoir leur juriste d'entreprise en interne. Celui-ci joue donc un rôle de plus en plus important et est souvent impliqué dans les questions stratégiques, parfois comme membre du comité de direction. Raison pour laquelle on constate une évolution salariale ces dernières années.

Un des changements remarquables est que l'on a de moins en moins de temps pour analyser et étudier le dossier juridiquement en profondeur. La priorité est dorénavant mise sur l'évaluation des risques et la prise de décision, ce avec quoi le juriste n'est pas toujours à l'aise.

Le contexte de digitalisation fait que le juriste doit avoir une bonne connaissance des technologies modernes afin de travailler aussi efficacement que possible et d'optimiser les coûts.

Legal Consultant

LEGAL CONSULTANT

Une option de carrière intéressante est d'être legal consultant auprès d'une société en comptabilité et consultance, comme les Big 4. Cet environnement de travail multidisciplinaire est passionnant et opportun pour y développer une vaste expérience orientée vers la pratique.



En quoi consiste le métier de legal consultant ?

Le métier de legal consultant ressemble assez fort à celui d'avocat. Un expert juridique aide ses clients (principalement des organismes et des entreprises mais aussi occasionnellement des particuliers) en leur prodiguant des conseils juridiques, en rédigeant, vérifiant et négociant des contrats comme d'autres documents juridiques. Contrairement à l'avocat, le legal consultant ne fait plus partie du barreau, ne doit dès lors pas passer l'examen du barreau et n'est en principe pas lié à la déontologie du barreau. Un legal consultant n'est donc pas habilité à plaider pour un client devant les juridictions. Là où un avocat sera toujours indépendant, un legal consultant peut exercer comme employé ou indépendant.

L'approche multidisciplinaire des sociétés d'audit et de consulting est vraiment un plus pour les jeunes juristes. Par son interaction avec les autres départements (tax, financial, advisory, accounting, ...), elle permet une meilleure compréhension de la "bigger picture".

On peut généralement dire que les legal consultants ont une approche professionnelle moins théorique, plus orientée pratique. Les conseils sont élaborés de la manière la plus efficace et concise possible, épurés de toute référence aux articles de loi, jurisprudence ou doctrine (sans que la qualité ne soit mise en question), les contrats sont rédigés dans une langue plus accessible. Ceci varie en fonction du type de société d'audit et de consulting dont le juriste fait partie, chacune ayant sa propre culture, son propre type de clientèle, sa propre manière de travailler.



Sur quels domaines de droit l'accent est-il mis ? Quelles spécialisations existent ?

On trouve des legal consultants principalement dans les sociétés d'audit et de consultance. Leur clientèle est principalement composée d'entreprises. Ils s'intéressent à toutes les branches de droit auxquelles est confrontée une entreprise tout au long de son existence: droit des sociétés, droit fiscal, droit du travail, propriété intellectuelle, etc. La gestion du patrimoine familial peut aussi faire l'objet d'une spécialisation au sein de l'entreprise.

Legal Consultant



Y a-t-il des formations/examens/diplômes complémentaires recommandés ?

Aucun diplôme ou formation spécifique complémentaire n'est exigé pour devenir legal consultant. La plupart du temps, un master en droit sera quand même exigé.



Quelles sont les étapes possibles dans le parcours professionnel d'un avocat ?

Elles dépendent de la structure de la société d'audit et de consultance. Le parcours possible est souvent comparable à celui que l'on observe dans un grand cabinet d'avocats international, à savoir: consultant (junior & senior), managing consultant, director et enfin partner. Ici, la terminologie utilisée et les conditions exigées pour gravir les échelons dépendent d'une société à l'autre. Mais pour devenir partner, il y aura concurrence avec des spécialistes d'autres départements comme accountancy, tax, ou les financial advisory services.



Remarque-t-on certaines tendances dans le métier ? A-t-il changé ces dernières années ? Quel est son avenir ?

Le phénomène "legal consultant" au sein des entreprises d'audit et consultance est assez récent en Belgique. Là où, dans le temps, seules les Big 4 et les sociétés internationales en consulting disposaient d'un département juridique, on observe actuellement la même tendance au sein des sociétés nationales ou locales.

À l'origine, les legal consultants s'occupaient de la partie juridique pour leurs clients "accountancy" (corporate housekeeping, contrats commerciaux, conditions générales etc.). Alors que d'autres clients aux besoins de conseils ou transactions plus complexes avaient tendance à se tourner vers des avocats. De nos jours, les legal consultants sont plutôt des spécialistes experts qui bénéficient d'ailleurs de cette réputation auprès de leurs clients. Les départements juridiques des sociétés d'audit et de consultance croient sans cesse, les consultants se spécialisant de plus en plus. En outre, le principe de one-stop-shop de ces sociétés (où l'on traite aussi d'autres aspects dans les transactions ou décisions à prendre, comme les aspects financiers, accountancy,...) constitue un avantage important pour leurs clients.

Notaire

NOTAIRE OU COLLABORATEUR NOTARIAL

Dans le notariat aussi, on observe la même croissance dans la demande de juristes. Le notariat est un secteur professionnel qui évolue avec la société. Chaque citoyen fera toujours appel tôt ou tard à un notaire. Là où l'avocat défend les intérêts d'une des parties dans une situation souvent conflictuelle, le notaire sera plus dans le rôle conciliant d'un conseiller neutre et indépendant.



En quoi consiste le métier de juriste notarial et plus tard de notaire ?

Dans le notariat, la carrière de juriste démarre toujours comme juriste notarial, voire comme clerc de notaire. Ensuite, moyennant respect de certaines conditions, l'on peut devenir notaire. En plus d'être juriste, le notaire est également un fonctionnaire public, nommé par le Roi, habilité à passer et conserver des actes authentiques, à en émettre des copies et des extraits exécutoires.

Le notaire intervient à des moments cruciaux de la vie: cohabiter, se marier, divorcer, acheter, louer, donner, hériter, entreprendre. Un aspect positif du métier est l'accompagnement des personnes dans ces moments cruciaux de leur vie. Contrairement au barreau où l'avocat intervient souvent dans une situation conflictuelle et ne défend les intérêts que d'une des parties, le notaire aura davantage un rôle de conciliateur.



*Sur quels domaines de droit l'accent est-il mis ?
Quelles spécialisations existent ?*

Les matières de droit que l'on retrouve dans le notariat peuvent être résumées en 3 grands axes : le droit immobilier, le droit patrimonial et le droit familial. Le droit fiscal a aussi son importance. On peut choisir d'approfondir autant que faire se peut chacune de ces matières ou se spécialiser dans une de celles-ci, ce qui sera davantage possible dans une grande étude notariale. Plus l'étude sera petite, plus on exigera une connaissance généraliste. On observe actuellement que, de par cette spécialisation (par exemple, en droit immobilier, de nombreux profils notariaux font le choix de rejoindre le monde de l'entreprise (par exemple, pour devenir juriste chez un promoteur immobilier).



Quelles compétences sont importantes chez un juriste notarial ou un notaire ?

Travailler dans le notariat exige organisation, précision et l'orientation client. En outre, pour travailler dans une étude, il faut disposer d'une vaste connaissance juridique, pas seulement en droit des sociétés, mais aussi en droit civil, familial, fiscal, environnemental. Quand un client, pour une opération déterminée, fait appel à un notaire, celui-ci doit prendre en compte tous les aspects et conséquences juridiques. C'est un véritable atout en ces temps d'hyper-spécialisation.



Y a-t-il des formations/examens/diplômes complémentaires recommandés ?

Le master de spécialisation en notariat est très utile pour le juriste qui s'oriente vers le notariat. C'est même un must pour celui qui ambitionne de devenir notaire. Et même en cas de changement de cap, il reste une très bonne formation polyvalente utile pour débiter dans une autre fonction juridique. D'autres formations sont intéressantes à suivre pour le notariat, comme un master de spécialisation en droit des sociétés, en droit fiscal ou en droit immobilier.

Le juriste notarial qui veut devenir notaire doit, après minimum 3 ans, participer à un stage et réussir le concours notarial, constituant en un examen oral et écrit. Dès lors ne seront retenus que les meilleurs. Il n'est donc pas rare de devoir repasser l'examen plusieurs fois. Le concours en poche, le juriste devient candidat notaire. Il peut s'associer à un notaire ou postuler pour être nommé notaire titulaire.



Quelles sont les étapes possibles dans le parcours professionnel d'un juriste notarial / notaire ?

Sans master de spécialisation en notariat, le parcours d'un juriste notarial est assez linéaire. Il n'y a pas d'échelon hiérarchique au-dessus du juriste notarial. On peut approfondir l'une ou l'autre matière et se spécialiser, mais sans possibilité de monter dans la hiérarchie.



Remarque-t-on certaines tendances dans le métier ? A-t-il changé ces dernières années ? Quel est son avenir ?

Le notariat est généralement perçu comme étant un secteur assez conservateur mais qui se modernise depuis quelques années. Grâce à certaines modifications législatives, le notaire

Notaire

travaille désormais avec des procurations électroniques, des signatures ou des registres d'actions électroniques. Même les appels d'offres pour des marchés publics peuvent avoir lieu en ligne. La crise du Coronavirus a accéléré certains changements organisationnels dans le notariat. Dans de nombreuses études, tout a été rapidement mis en place pour permettre le homeworking, ce qui était loin d'être évident jusque récemment. De plus en plus d'études se réorganisent et modernisent leur environnement de travail.

La tendance à la spécialisation est aussi perceptible dans le notariat. La société, l'économie, la réglementation, la fiscalité, les habitudes de vie et de logement deviennent de plus en plus complexes. Dès lors, les questions que l'on adresse à un notaire entraînent la nécessité d'un certain niveau de connaissance. Certaines voix ont sollicité la suppression du notariat. Mais vu la complexité croissante de la réglementation, cela ne semble pas du tout imaginable à court terme. Presque tous les dossiers notariaux requièrent une analyse juridique en profondeur, ce qui rend l'intervention du notaire plus que souhaitable.

Huissier de justice

HUISSIER DE JUSTICE

Une autre possibilité pour les jeunes diplômés en droit est de travailler comme huissier de justice. Il contribue à l'exécution et l'application correcte et au respect de ce qui a été convenu entre les parties au contrat.



En quoi consiste le métier de huissier de justice ?

L'huissier de justice est autant fonctionnaire public que titulaire d'une profession libérale. D'une part, il a des pouvoirs qui sont fixés par la loi, les interventions judiciaires. Il s'agit, par exemple, des significations d'assignation et de jugements, la saisie de biens mobiliers, immobiliers et sur salaire ainsi que la réalisation d'actes authentiques (par exemple, constater des dommages, des travaux non effectués, une nuisance sonore, faire un état des lieux).

D'autre part, l'huissier de justice a des activités où il est en concurrence avec d'autres, les interventions extra-judiciaires. Par exemple, le recouvrement à l'amiable de dettes, l'établissement d'enquêtes de solvabilité. Dans ce contexte, l'huissier de justice est indépendant.



Sur quels domaines de droit l'accent est-il mis ? Quelles spécialisations existent ?

Les principaux domaines de droit auxquels s'intéressera un huissier de justice sont : le droit de l'insolvabilité, le droit judiciaire, le droit civil, le droit commercial et le droit pénal.



Quelles compétences sont importantes chez un huissier de justice ?

Il importe pour un huissier de justice de disposer d'une vaste connaissance juridique. Il doit pouvoir évaluer, par exemple, à quelles mesures exécutoires il donnera la priorité dans certains dossiers. Comme il arrive souvent à l'huissier de justice d'intervenir dans des situations humaines précaires, il est capital qu'il ait de bonnes compétences sociales et émotionnelles. Enfin, le timing est très important. D'où deux autres compétences utiles pour un huissier que sont la gestion du temps et la ponctualité.



Y a-t-il des formations/ examens/ diplômes complémentaires recommandés ?

Pour entamer le stage d'huissier de justice, aucun diplôme complémentaire n'est exigé en plus du master en droit. Qui a l'ambition de devenir huissier de justice, veillera, pendant son stage, à développer des compétences pratiques et théoriques. Ces compétences seront mesurées lors de l'examen d'huissier de justice. Il s'agit d'un concours (écrit et oral). Seul un nombre déterminé des candidats ayant obtenu les meilleurs résultats sera retenu. Le fait d'atteindre une cer-

Huissier de justice

taine note ne suffit pas pour obtenir le précieux sésame. Ceux qui réussissent l'examen sont, moyennant respect de conditions bien précises, nommés candidats huissiers par le Roi.



Quelles sont les étapes possibles dans le parcours professionnel d'un huissier de justice ?

Pour être nommé huissier de justice, il faut faire un stage de minimum deux ans chez un huissier de justice qui a au moins cinq ans d'ancienneté. Si le stage est couronné de succès, le candidat huissier recevra alors un certificat de stage.

Il pourra ensuite choisir de passer l'examen pour devenir candidat huissier de justice. Ceux qui réussissent seront nommés candidats huissiers de justice par le Roi.

Après cinq ans d'expérience comme candidat huissier de justice, celui-ci peut introduire sa candidature pour devenir huissier de justice titulaire lorsqu'une place vacante sera annoncée. C'est toujours le Roi qui détermine le nombre d'huissiers de justice (principe du numerus clausus). Une place est rendue vacante lors du décès d'un huissier de justice titulaire, par exemple, ou lorsqu'il atteint l'âge de 70 ans. Pour être pris en considération pour la nomination d'huissier titulaire, il importe d'obtenir de bons

résultats par rapport à différents critères d'évaluation : ancienneté et expérience en tant qu'huissier de justice remplaçant, compétences sociales, organisation du bureau où il exerce, passation d'un examen (écrit ou oral, ça peut évoluer), la publication d'articles ou d'ouvrages juridiques, etc.



Remarque-t-on certaines tendances dans le métier ? A-t-il changé ces dernières années ? Quel est son avenir ?

Le métier d'huissier de justice est en pleine évolution ces dernières années, grâce surtout aux innovations techniques et digitales (comme, par exemple, la notification électronique par e-mail).

On insiste de plus en plus sur le rôle de médiateur de l'huissier de justice. Raison pour laquelle l'empathie, les compétences sociales, l'intelligence émotionnelle et l'aptitude à bien communiquer sont devenus des éléments très importants dans la formation d'huissiers de justice compétents.

LEGAL INTERIM MANAGER DANS UNE ENTREPRISE, UN CABINET D'AVOCATS OU DANS LE NOTARIAT

Si un juriste aime la variété et qu'il ne veut pas (encore) se lier à un employeur, le métier de Legal Interim Manager peut être une solution intéressante. Les Legal Interim Managers remplissent des missions freelance comme juriste, principalement en entreprise, mais aussi dans le notariat ou au sein de cabinets d'avocats. Legal Interim Manager est un métier très intéressant, très varié, avec beaucoup de liberté. Il permet rapidement de se constituer une expérience bien diversifiée.



En quoi consiste le métier de Legal Interim Manager?

Le Legal Interim Management (LIM, en abrégé) est un terme utilisé pour définir une fonction remplie par un juriste sous statut d'indépendant. Il consiste à répondre aux besoins des entreprises, des notaires, des cabinets d'avocats, le temps d'absences temporaires (maladies, congés de maternité,...) ou d'un pic dans l'activité, en reprenant des projets spécifiques qui nécessitent l'intervention d'un expert (dataroom, RGPD, compliance,...), ou en offrant un soutien temporaire à une entreprise qui est dans un processus de recrutement définitif. Un LIM est un juriste freelance.

Des avocats, des juristes d'entreprise, des legal consultants et des juristes notariaux décident de franchir le pas en prenant le statut de LIM pour des motifs différents. Par exemple, des avocats veulent goûter à la vie de juriste d'entreprise, mieux comprendre leurs propres clients ou élargir leurs connaissances. Souvent, les juristes

d'entreprise et les juristes notariaux qui font le pas aspirent à plus de liberté et de flexibilité. C'est aussi une manière idéale de mettre un peu de variété dans sa carrière et d'élargir ses connaissances au sein de différentes entreprises et secteurs.



Sur quels domaines de droit l'accent est-il mis? Quelles spécialisations existent?

Les matières de droit auxquelles un Legal Interim Manager sera confronté, dépendront beaucoup du type d'entreprise ou de secteur dans lequel il travaille. Les Legal Interim Managers sont souvent de bons généralistes auxquels on fait appel pour différentes missions. Les spécialisations en droit sont toutefois très appréciées.

Ces dernières années, certaines spécialisations deviennent très populaires, comme la réglementation sur la vie privée et la protection des don-

nées. D'autres spécialisations sont très prisées, comme la connaissance du droit financier (pour les banques et institutions financières), le droit fiscal et tout ce qui touche à la compliance.



Quelles compétences sont importantes chez un Legal Interim Manager ?

Un Legal Interim Manager est confronté à différents clients pour lesquels il faut parfois très rapidement pouvoir réaliser un projet dans l'urgence ou s'adapter à ses besoins spécifiques. C'est pour cela que des compétences comme la flexibilité, la capacité de s'adapter rapidement à un nouvel environnement de travail constituent des qualités appréciables.



Y a-t-il des formations/examens/diplômes complémentaires recommandés ?

Aucune formation spécifique n'est exigée pour avoir le statut de Legal Interim Manager. Certaines certifications complémentaires constituent un plus. Pour les spécialistes "privacy" par exemple, il est utile d'avoir un certificat en DPO.



Quelles sont les étapes possibles dans le parcours professionnel d'un Legal Interim Manager ?

On ne démarre pas sa carrière en tant que LIM. On attend en effet de lui qu'il soit directement opérationnel. On ne le forme pas et il est supposé disposer de son propre bagage professionnel. C'est pour cela que le statut de LIM est une étape qui n'intervient qu'après quelques années d'expérience. On considère qu'il vous faut au moins 3 ans d'expérience.

Le Legal Interim Manager est un élément externe et ne fait pas réellement partie de l'entreprise. Il ne peut pas prétendre à gravir les échelons de la hiérarchie, contrairement aux travailleurs "internes". Ceci dit, il arrive que les Legal Interim Managers soient engagés à titre définitif à la fin de leur projet.

Même s'il n'est pas possible de pré-définir les étapes de son parcours professionnel, ces missions temporaires constituent tout de même une chance unique de constituer en très peu de temps, une très riche expérience dans différents secteurs, des connaissances précieuses et un grand réseau. Après quelques expériences, il deviendra vite polyvalent, ce qui est très appréciable dans le contexte actuel du marché du travail.



*Remarque-t-on certaines tendances dans le métier ?
A-t-il changé ces dernières années ? Quel est son avenir ?*

L'interim management est un phénomène assez récent dans le monde juridique. Il est devenu une alternative de carrière très intéressante, en plein boum ces dernières années. Car les entreprises ont intégré ce statut de LIM, le classique "9 to 5" n'intéresse plus les jeunes générations, les gens donnant de plus en plus d'importance à la flexibilité dans l'organisation de leur travail. Le statut d'indépendant attire dès lors davantage. Une tendance que l'on remarque depuis plus longtemps dans d'autres secteurs mais qui est aujourd'hui aussi visible dans le monde juridique.

Magistrat

MAGISTRAT

Une autre carrière que l'on peut embrasser en tant que juriste est la magistrature. En Belgique, la magistrature représente approximativement 10% des juristes qui travaillent dans les cours et les tribunaux, répartis entre la magistrature 'assise' (les juges et conseillers) et la magistrature 'debout' (le ministère public).



Magistrat: en quoi cela consiste ?

On distingue traditionnellement la 'magistrature debout' et la 'magistrature assise'. La première fait référence aux magistrats qui, au sein du ministère public, procèdent à des enquêtes sur des affaires criminelles et qui introduisent, si besoin, une action publique au nom de l'État. Un magistrat 'assis' est un juge ou un conseiller qui opère au sein d'un tribunal ou d'une cour. Ils analysent en profondeur les affaires qui leur sont soumises et prennent, sur base des arguments et des faits qui leurs sont exposés, une décision sous forme d'arrêt ou de jugement.

Un magistrat ne travaille pas pour des clients ou pour une entreprise; un magistrat est au service de la société, ne dépend de personne. Il jouit d'une grande autonomie dans l'organisation de son travail.



Sur quels domaines de droit l'accent est-il mis ? Quelles spécialisations existent ?

Il va de soi que le juriste actif dans la magistrature debout est principalement confronté au droit pénal et au droit procédural. Le magistrat assis s'intéressera aux différentes matières de droit qui sont de la compétence des cours et tribunaux. Au sein d'une cour ou d'un tribunal déterminé, on peut choisir de se spécialiser dans des matières spécifiques. Au sein du tribunal de l'entreprise, par exemple, un magistrat pourra choisir de se spécialiser dans le droit de la construction, le droit de l'insolvabilité, le droit maritime, etc. Toutefois, quand on est nommé au sein d'une cour ou d'un tribunal bien déterminé, on ne peut pas se rediriger vers un tribunal qui est compétent dans d'autres matières. Il y aura lieu de redéposer sa candidature.



Quelles compétences sont importantes chez un magistrat ?

Un magistrat se doit de juger de manière indépendante et impartiale. Il doit avoir une bonne capacité à prendre des décisions contraignantes, même dans des situations qui ne sont pas sans équivoque, exclusivement sur base des faits et arguments qui sont avancés par les parties.

Un magistrat décide de manière indépendante de la manière dont il gère et organise son travail. Il doit être précis et méticuleux s'il veut respecter les échéances. L'écoute et l'empathie constituent d'autres compétences essentielles d'un bon magistrat qui se doit de prendre des décisions équitables.



Y a-t-il des formations/examens/diplômes complémentaires recommandés ?

En Belgique, un juriste ne peut devenir magistrat qu'après avoir passé l'examen organisé par le Conseil Supérieur de la Justice. Il y a 3 manières de devenir magistrat :

1. Un juriste fraîchement diplômé ne peut pas devenir magistrat. Le chemin le plus court après les études de droit consiste à passer, après au moins 2 ans d'expérience professionnelle, le concours d'admission qui donne accès au stage judiciaire de 2 ans. Si le stage est réussi, le juriste pourra dépo-

ser sa candidature pour un poste vacant de magistrat.

2. Avec minimum 4 ans d'expérience, le juriste pourra passer l'examen d'aptitude professionnelle. L'attestation de réussite en poche, il pourra immédiatement se porter candidat à un poste de magistrat.

3. S'il dispose d'une expérience en tant qu'avocat, il pourra participer à l'examen oral. En cas de succès, il recevra l'attestation qui lui permettra de déposer immédiatement sa candidature comme magistrat.

Quand il aura réussi son examen pour devenir magistrat et qu'il aura obtenu l'attestation en ce sens qui lui permettra de déposer sa candidature, il devra encore être nommé (à vie) et répondre aux conditions de nomination. Il faut aussi d'attendre qu'un poste de magistrat se libère.



Quelles sont les étapes possibles dans le parcours professionnel d'un magistrat ?

Dans la magistrature assise, on peut être juge près la justice de paix, le tribunal de police, le tribunal de première instance (tribunal civil, tribunal correctionnel, tribunal de la famille et de la jeunesse, tribunal d'exécution des peines), tribunal du travail ou de l'entreprise. Le juge deviendra conseiller quand il sera nommé juge à la Cour de cassation, cour d'appel, cour du travail ou cour d'assises. Sous certaines conditions prévues par la loi, il pourra aussi siéger comme juge à la Cour constitutionnelle. Il pourra être promu au poste de président (qui

Magistrat

prend la direction du tribunal dont il est question) ou même de premier président, s'il s'agit de la Cour de cassation, d'une cour d'appel ou d'une cour du travail.

Si le juge embrassa sa carrière dans la magistrature debout, il démarrera en principe comme magistrat au parquet et fera partie du ministère public. Au niveau de l'arrondissement judiciaire, il lui sera possible d'être nommé Procureur du Roi au tribunal de première instance, au tribunal de police ou de l'entreprise. Il est le responsable du ministère public au sein de chaque arrondissement. Au tribunal du travail, cette fonction est exercée par l'Auditeur du Travail. Dans chaque cour d'appel ou du travail, le procureur général est à la tête du ministère public qui dirige et supervise les magistrats concernés.



Remarque-t-on certaines tendances dans le métier ? A-t-il changé ces dernières années ? Quel est son avenir ?

La tendance à la digitalisation est également très perceptible au sein de la magistrature. La transition se fait petit à petit vers une magistrature sans papier. La digitalisation permettra, même au sein de la magistrature, de travailler à distance.

Une autre tendance souhaitée est que le jargon strictement juridique soit de plus en plus rendu compréhensible. En règle générale, l'accent est mis au sein de la magistrature sur la modernisation du métier.

© Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire partiellement ou totalement le présent livre blanc ou de le diffuser au public sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.



CONSEIL SUR MESURE

Pour des conseils sur mesure sur votre carrière, une seule adresse : **Viagelis**, leader du marché belge du placement de profils juridiques, travaille avec une équipe de professionnels qui ont eux-mêmes une expérience de juriste d'entreprise, comme avocat et/ou juriste notarial.

N'hésitez pas à contacter notre équipe
au **02 290 23 50**
ou via **info@vialegis.be**
pour un entretien sans engagement.



LARCIER
INTERSENTIA